



**PRÉFÈTE
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ n° 16-2022-07-18-00001

portant interdiction temporaire d'usage de produits pyrotechniques et de feu, et d'accès aux massifs forestiers durant l'épisode de fortes chaleurs

La secrétaire générale, préfète de la Charente par intérim
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;
 - Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 131-4 et suivants ;
 - Vu** le code forestier, notamment ses articles L. 131-1 et suivants ;
 - Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 557-1 et suivants, et R. 557-1-1 et suivants ;
 - Vu** le code pénal, notamment son article 322-1-1 ;
 - Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 - Vu** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
 - Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant cessation de fonctions de Madame Magali DEBATTE en qualité de préfète de la Charente ;
 - Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
 - Vu** l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;
 - Vu** l'arrêté préfectoral n° 16-2022-04-01-00002 relatif à la protection des personnes, de la faune et de la flore, et des biens face aux risques des feux de plein air ;
- Considérant** les avis de l'Office national des forêts et du service départemental d'incendie et de secours de la Charente, concluant au niveau très sévère pour le risque d'incendie des espaces naturels dans le département, mais aussi de l'activité opérationnelle soutenue liée à l'épisode de canicule ;
- Considérant** les informations météorologiques émises par les services de Météo-France le dimanche 17 juillet 2022 et le passage du département de la Charente en vigilance rouge canicule ;
- Considérant** qu'afin d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer l'accès aux massifs forestiers, l'usage des artifices et l'emploi du feu dans le département de la Charente ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet :

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'usage et le tir de feux d'artifices, produits pyrotechniques, pétards et fusées, sans distinction de catégorie, sont interdits dans toutes les communes du département de la Charente.

Article 2 : Les feux de tradition populaire, tels que les feux de la Saint-Jean ou les feux de joie sont interdits.

Article 3 : L'usage et la production de tout feu ou de toute flamme (y compris feux de camps et barbecues) sont interdits dans les espaces naturels.

Article 4 : L'accès, la circulation, le stationnement et la présence de véhicules ou de personnes est interdite dans les massifs forestiers particulièrement exposés au risque de feux de forêt :

- massif de la Double ;
- massif de Bors, Pillac, Saint-Romain ;
- bois de l'homme mort et Château de la Faye ;
- bois de Pérignac, Puypéroux ;
- massif de Soyaux ;
- forêts domaniales de Bois Blanc et de la Braconne ;
- massif de Charroux ;
- bois de Bel-Air ;
- massif Horte et Tardoire.

Article 5 : Par dérogation, les interdictions mentionnées à l'article 2 du présent arrêté ne s'appliquent pas

- aux personnes chargées d'une mission de service public dans l'exercice de leur mission ;
- aux propriétaires forestiers et à leur ayant-droit et ayant-cause.

Article 6 : Le présent arrêté s'applique pendant toute la durée de l'épisode de fortes chaleurs et du maintien du département de la Charente en risque feux de forêt « sévère » et « très sévère ».

Article 7 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêtés sera punie des peines prévues par les lois et règlements en vigueur, notamment le code R. 163-2 du code forestier, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés.

Article 8 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télérecours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Article 9 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice de cabinet, le sous-préfet de Cognac, la sous-préfète de Confolens, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur du service départemental d'incendie et de secours, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le directeur de l'agence territoriale de l'Office national des forêts, le directeur départemental des territoires, le président du Conseil départemental, les maires des communes, ainsi que les agents cités aux articles L. 161-4 à L. 161-7 du code forestier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Charente.

Angoulême, le 18 juillet 2022

La secrétaire générale,
Préfète de la Charente par intérim,



Nathalie VALLEIX